



**CoGreen**

Société coopérative

Ayant son siège à Bruxelles (1000 Bruxelles), boulevard Simon Bolivar 34

Arrondissement judiciaire de Bruxelles

Numéro d'entreprise 0525.640.426

RPM

\*\*\*\*\*

**COORDINATION DES STATUTS**

**AU 7 OCTOBRE 2022**

\*\*\*\*\*

Constituée suivant acte du notaire Damien Hissette, notaire associé à Bruxelles, du 25 mars 2013, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 2013-04-11 / 0056483.

Dont les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire Damien Hissette, à Bruxelles, du 15 juin 2018, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 2018-07-09 / 0105658.

Dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Damien Hissette, prénommé, du 7 octobre 2022, en cours de publication.

## TITRE I – FORME ET DENOMINATION - SIEGE - OBJET – DUREE

### ARTICLE 1 - FORME ET DENOMINATION

La société a la forme d'une société coopérative et est abrégée en « SC ». Elle prend la dénomination «CoGreen».

Cette dénomination sera toujours précédée ou suivie des mots «société coopérative ou de l'abréviation «SC».

Si la société est agréée en application de la loi du 20 juillet 1955 portant création d'un Conseil national de Coopération, de l'Entreprenariat social et de l'entreprise Agricole, elle ajoute à sa dénomination la mention "SC agréée" ou "société coopérative agréée."

### ARTICLE 2 - SIEGE

Le siège est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale. L'organe d'administration peut, sans modification des statuts, transférer le siège en tout autre endroit en Belgique moyennant respect de la législation en vigueur en matière d'emploi des langues. Tout transfert du siège est publié aux annexes du Moniteur belge par les soins de l'organe d'administration.

L'organe d'administration est, en outre, autorisé à établir des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales en Belgique ou à l'étranger

La société peut, par simple décision de l'organe d'administration, créer ou supprimer des sièges d'exploitation quand et où elle le juge nécessaire, à condition que cela n'entraîne pas de modification du régime linguistique applicable à la société.

### ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- a. l'acquisition d'un capital coopératif pour la création, le développement et l'investissement dans la production et l'exploitation de moyens de production d'électricité tels que, notamment, mais de manière non exhaustive, les parcs d'éoliennes et les centrales de production d'énergies renouvelables (ci-après une «**Centrale de Production**»);
- b. l'association d'utilisateurs d'énergies alternatives, durables et renouvelables;
- c. la préparation, l'élaboration et la diffusion d'analyses et d'études ainsi que leurs résultats concernant ce qui précède, avec en particulier la possibilité de prester des services, tels que l'élaboration d'un bilan énergétique relatif à l'utilisation précitée des sources d'énergies renouvelables;
- d. la stimulation, l'étude, la sensibilisation et la promotion des énergies renouvelables dans leurs diverses applications; et
- e. l'apport de moyens financiers sous la forme de capital ou de fonds étrangers à des personnes morales qui poursuivent l'un des objets mentionnés sous les points a) à d).

La société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières qui sont de nature à élargir ou à promouvoir de manière directe ou indirecte son entreprise. Elle peut acquérir tous biens mobiliers et immobiliers, même si ceux-ci n'ont aucun lien direct ou indirect avec l'objet de la société. Elle peut se porter caution ou consentir des sûretés réelles ou personnelles en faveur de sociétés ou de particuliers, et ce au sens le plus large.

Elle peut, par n'importe quel moyen, prendre des intérêts dans, coopérer ou fusionner avec toutes associations, affaires, entreprises ou sociétés qui ont un objet identique, similaire ou connexe, ou qui sont susceptibles de favoriser son entreprise ou de faciliter la vente de ses produits ou services.

### ARTICLE 4 - DUREE

La société est constituée pour une durée illimitée à partir de la date de sa constitution.

## TITRE II – APPORTS ET EMISSION DE NOUVELLES ACTIONS

## ARTICLE 5 - APPORTS

En rémunération des apports des actionnaires, des actions sont émises.

Les actions qui ont été émises avant l'adaptation des statuts au Code des sociétés et des associations l'ont été avec une valeur nominale de 125 EUR chacune.

## ARTICLE 6 – CLASSES ET SOUS-CLASSES D' ACTIONS

6.1 Les actions de la société sont divisées en deux classes d'actions:

- Les actions de classe A (ci-après dénommées les «actions A») , sont réservées aux fondateurs de la société ou à d'autres personnes qui acquièrent des actions A conformément à l'article 11 ou à l'article 14.1 des présents statuts.
- Les actions de classe B (ci-après dénommées les «actions B») sont réservées aux personnes physiques qui sont admises en tant qu'actionnaires par l'organe d'administration, conformément à l'article 14.2 des présents statuts.

Sauf décision contraire de l'organe d'administration, un actionnaire B peut détenir au maximum 20 actions B à un moment donné, indépendamment du fait que ces actions appartiennent à une ou plusieurs sous-classe(s) d' actions B.

6.2. Les actions B sont réparties comme suit, en sous-classes, par l'organe d'administration, à l'occasion de leur émission. L'organe d'administration attribue à chaque sous-classe d'actions B, lors de l'émission des premières actions appartenant à cette sous-classe, une Centrale de Production spécifique dont elle portera le nom. Les apports qui sont libérés sur les actions d'une sous-classe d'actions B sont exclusivement utilisés pour les investissements et les financements relatifs à la Centrale de Production attribuée à cette sous-classe.

Les coûts liés à la Centrale de Production sont imputés à la sous-classe concernée des actions B et une part proportionnelle des coûts généraux de la société est imputée à la sous-classe en question des actions B, selon la clé de répartition établie à l'article 36 des présents statuts.

Une distinction est établie, dans la comptabilité et les rapports de gestion de la société, entre les coûts liés à l'investissement et au financement relatifs à chaque Centrale de Production.

6.3. En dehors des actions qui représentent un apport, il ne peut être émis aucune autre sorte de titre, quel que soit son nom, qui représentent des droits sociaux ou donnent droit à une part des bénéfices.

## ARTICLE 7– LIBERATION

Chaque action doit être intégralement libérée à son émission.

## ARTICLE 8– REGISTRE D' ACTIONS

Il est tenu au siège de la société, conformément aux dispositions des articles 6 :24 et 6 :25 du Code des sociétés et des associations, un registre d'actions que les actionnaires peuvent venir consulter sur place et dans lequel il est consigné pour chacun:

- a. le nom, les prénoms et le domicile de chaque actionnaire qui est une personne physique et la dénomination, le siège, la forme et le numéro d'entreprise de chaque actionnaire qui est une personne morale;
- b. le nombre d'actions avec mention de la classe et, le cas échéant, la sous-classe d'actions B, auxquelles appartiennent lesdites actions concernées, ainsi que les souscriptions d'actions nouvelles et les remboursements d'actions avec leur date;
- c. les cessions et transferts de actions avec leur date;
- d. la date d'admission, de démission ou d'exclusion de chaque actionnaire;
- e. les versements effectués; et
- f. le montant des sommes retirées en cas de démission, de retrait partiel d'actions et de retrait de versements.

L'organe d'administration est chargé de l'inscription des actions. Il peut déléguer cette mission. Les inscriptions ont lieu sur la base de pièces justificatives, datées et signées. Ces pièces sont versées au

registre d'actions. Les inscriptions ont lieu dans l'ordre de leur date de dépôt.

L'admission prend cours à partir du moment où les actions sont inscrites dans le registre d'actions. La démission d'un actionnaire est inscrite par l'organe d'administration au registre d'actions, à côté du nom de l'actionnaire démissionnaire et prend cours à partir de ce moment.

Une copie des inscriptions au registre d'actions les concernant sera délivrée aux actionnaires qui en font la demande. Cette demande doit être adressée à l'organe d'administration par lettre recommandée. Les copies ne peuvent servir de preuve à l'encontre des mentions portées au registre d'actions.

#### ARTICLE 9 – NATURE D' ACTIONS

Les actions sont nominatives.

#### ARTICLE 10 – EXERCICE DES DROITS AFFERENTS AUX ACTIONS

A l'égard de la société, les actions sont indivisibles. La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action nominative en ce qui concerne l'exercice des droits y afférents, à savoir le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre d'actions.

Si une action appartient à plusieurs personnes, ou si les droits afférents à une action sont divisés entre plusieurs personnes, l'organe d'administration a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme actionnaire à l'égard de la société.

Si les actions sont grevées d'un usufruit, l'usufruitier dispose du droit de vote sauf opposition du nu-propriétaire. En cas d'opposition, le droit de vote est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme actionnaire à l'égard de la société ; la société peut demander aux ayants droit concernés toutes les pièces prouvant cette désignation.

#### ARTICLE 11– CESSION D' ACTIONS

Les actions B ne sont pas cessibles.

Les actions A peuvent être cédées à d'autres actionnaires ou à des tiers sous réserve de l'accord préalable de l'organe d'administration.

Les actions de la société ne peuvent être mises en gage et sont insaisissables. Les créanciers d'un actionnaire peuvent cependant, le cas échéant, procéder à une saisie entre les mains de la société sur les dividendes et/ou les ristournes pouvant revenir à l'actionnaire saisi ainsi que sur la part qui pourrait lui être allouée après son retrait, sa démission ou son exclusion ou après la dissolution de la société lors de la liquidation.

Les actions dans la société sont une possession personnelle et ne sont pas cessibles en cas de décès, de faillite, d'incapacité ou de déconfiture manifeste ou de toute hypothèse dans laquelle la compétence d'un actionnaire est limitée par suite d'une mesure judiciaire. Les ayants droit ont exclusivement droit, en tant que créanciers, à la contrevaletur d'actions, établie conformément à l'article 12 des présents statuts.

#### ARTICLE 12 – PART DE RETRAIT

L'actionnaire qui retire ses actions, démissionne ou qui a été exclu de la société a droit à une part de retrait égale au montant réellement libéré et non encore remboursé pour ces actions sans cependant être supérieur au montant de la valeur d'actif net de ces actions telle qu'elle résulte des comptes annuels approuvés de l'exercice au cours duquel la qualité de membre a pris fin ou au cours duquel le retrait partiel ou l'exclusion a été respectivement accepté ou décidé, le cas échéant, après déduction des impôts auxquels le remboursement peut donner lieu. L'actionnaire ne peut, lorsque sa qualité de membre prend fin, se prévaloir des réserves. Il sera tenu compte de la moins-value comptable d'actions et, le cas échéant, du remboursement incomplet du financement qui a été fourni, comme mentionné à l'article 6.2 ci-dessus à la Centrale de Production attribuée à cette sous-classe.

Les comptes annuels régulièrement approuvés sont contraignants pour l'actionnaire qui retire ses actions, démissionne ou est exclu. L'actionnaire qui retire ses actions, démissionne ou est exclu ne peut faire valoir aucun autre droit à l'égard de la société.

Le paiement de la part de retrait aura lieu six mois après l'approbation, par l'assemblée générale, des

comptes annuels de l'exercice au cours duquel l'exclusion a été décidée ou au cours duquel le retrait ou la démission a été accepté. L'organe d'administration peut décider d'un remboursement anticipé.

Si le délai susmentionné s'avère insuffisant pour permettre le remboursement sans entraîner la liquidation de la société, l'organe d'administration peut décider de prolonger ce délai d'un an.

Le paiement de la part de retrait à un actionnaire qui retire ses actions, démissionne ou qui a été exclu, est considéré comme une distribution dans le sens des articles 6 :115 et 6 :116 du Code des sociétés et des associations. Si le paiement de la part de retrait, en application des articles 6 :115 et 6 :116 du Code des sociétés et des associations, ne peut être distribué ou ne peut être distribué en totalité, le droit au paiement est suspendu jusqu'à ce que les distributions soient à nouveau autorisées. Le montant encore dû sera versé avant toute autre distribution aux actionnaires. Aucun intérêt n'est dû sur ce montant.

En cas de décès, de faillite, d'interdiction ou de déconfiture d'un actionnaire, ses héritiers, créanciers ou représentants ont droit au versement de la part de retrait établie conformément aux dispositions de cet article. Le paiement a lieu selon les dispositions susmentionnées.

### **TITRE III - ACTIONNAIRES**

#### **ARTICLE 13 – ACTIONNAIRES**

Sont actionnaires:

- les détenteurs d'actions A (ci-après également dénommés «actionnaires A»), qui ont signé le présent acte lors de la fondation de la société (ci-après dénommés «fondateurs») ou qui acquièrent les actions A conformément à l'article 11 ou à l'article 14.1 des statuts et qui sont repris en tant que tels au registre d'actions; et
- les détenteurs d'actions B (ci-après également dénommés «actionnaires B»), qui sont des personnes physiques et qui acquièrent des actions B conformément à l'article 14.2 des statuts et qui sont repris en tant que tels au registre d'actions.

#### **ARTICLE 14 – ADMISSION DE NOUVEAUX ACTIONNAIRES**

14.1. L'organe d'administration décide de l'admission de nouveaux actionnaires. L'admission d'actionnaires, qui répondent aux critères d'admission objectifs, tels qu'établis dans les présents statuts et tels que fixés en outre par l'organe d'administration, ne peut être refusée que lorsqu'ils ont commis des actes qui sont contraires aux intérêts de la société. L'organe d'administration fixera les critères d'admission objectifs dans un règlement d'ordre intérieur. La décision de l'organe d'administration concernant l'admission mentionnera le nombre de actions auxquelles le nouvel actionnaire peut souscrire, la classe et le cas échéant la sous-classe d'actions B auxquelles les actions appartiennent, le prix de souscription des nouvelles actions auquel l'actionnaire est inscrit ainsi que les éventuelles autres conditions auxquelles le nouvel actionnaire doit satisfaire. En cas de sur-allocation dans une sous-classe déterminée d'actions B, l'organe d'administration réduira les souscriptions de manière proportionnelle pour tous les souscripteurs de actions de la sous-classe B concernée.

La souscription d'actions emporte l'adhésion de l'actionnaire aux statuts et, le cas échéant, au règlement d'ordre intérieur. La constatation de l'acceptation et de l'admission d'un nouvel actionnaire s'effectue par une inscription au registre d'actions.

14.2.

a) De nouveaux actionnaires B ne peuvent être acceptés que s'ils sont majeurs et s'ils sont riverains d'une Centrale de Production qui a été attribuée par l'organe d'administration conformément à l'article 6.2 des présents statuts. Les actions appartiennent à la sous-classe à laquelle la Centrale de Production a été attribuée conformément à l'article 6.2 des présents statuts et dont les nouveaux actionnaires B sont riverains. S'ils sont riverains de plus d'une Centrale de Production, ils peuvent alors choisir à quelles actions des sous-classes concernées souscrire, étant entendu qu'ils peuvent souscrire à des actions appartenant à plus d'une sous-classe.

Sont considérés comme riverains, aux fins de l'application du présent article 14.2.a), les personnes physiques dont le domicile est situé dans la commune dont au moins une partie du territoire se situe endéans une certaine distance fixée par l'organe d'administration par rapport à chaque mât du parc

d'éoliennes concerné ou de la Centrale de Production d'énergies renouvelables concernée. La distance peut varier en fonction de la Centrale de Production.

b) De nouveaux actionnaires B peuvent également être acceptés s'ils sont majeurs et exercent une activité économique aux sièges d'exploitation d'entreprises sur le terrain desquelles se situe une Centrale de Production. Les actions appartiennent à la sous-classe à laquelle la Centrale de Production a été affectée conformément l'article 6.2 des présents statuts et à proximité de laquelle les nouveaux actionnaires B sont employés. S'ils exercent une activité économique aux sièges d'exploitation d'entreprises sur le terrain desquelles se situe plus d'une Centrale de Production, ou dans plusieurs lieux où se situe une Centrale de Production, ils peuvent choisir à quelles actions des sous-classes concernées souscrire, étant entendu qu'ils peuvent souscrire à des actions appartenant à plus d'une sous-classe.

Aux fins de l'application du présent article 14.2.b, l'activité économique est définie comme étant toute activité résultant d'un contrat où il est indiqué que (i) il y a un lien d'emploi ou de collaboration avec une entreprise sur le terrain de laquelle se situe une Centrale de Production et (ii) que le lieu habituel de travail ou de collaboration se trouve aux sièges d'exploitation de l'entreprise sur le terrain de laquelle se situe une Centrale de Production. Un lien d'emploi ou de collaboration englobe toutes les situations où des prestations sont fournies contre une rémunération, en ce compris, mais sans s'y limiter, les travailleurs liés par un contrat de travail (y compris les étudiants, les intérimaires et les salariés des sous-traitants), aussi bien à durée déterminée qu'à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel, et les personnes physiques qui offrent leurs services de manière indépendante. Les candidats actionnaires sont tenus de satisfaire à ces conditions sur présentation d'une déclaration de l'entreprise, signée à la fois par une personne habilitée à représenter l'entreprise et par le candidat-actionnaire, dans laquelle (i) leur lien d'emploi ou de collaboration avec l'entreprise et (ii) leur lieu de travail ou de collaboration sur le terrain duquel se situe une Centrale de Production, sont confirmés.

#### ARTICLE 15 – RETRAIT ET DEMISSION A CHARGE DU PATRIMOINE SOCIAL

Un actionnaire ne peut demander le retrait de ses actions qu'à partir de la troisième année suivant l'année où il a acquis ces actions. Pour un actionnaire B, un retrait n'est possible que si celui-ci concerne toutes les actions appartenant à une sous-classe déterminée d'actions B, sans préjudice de la possibilité pour l'actionnaire, le cas échéant, de rester dans une ou plusieurs autres sous-classes B. Si un actionnaire demande un retrait de toutes ses actions conformément à la disposition susmentionnée, il démissionne. Le retrait d'actions ainsi qu'une démission complète peut avoir lieu durant l'ensemble de l'exercice social. La demande de retrait ou de démission s'effectue par lettre recommandée ou par courrier électronique adressée à l'organe d'administration de la société. Elle n'a d'effet que le jour auquel l'organe d'administration accepte cette demande. L'acceptation est signifiée par lettre ou par courrier électronique à l'actionnaire concerné, avec mention de ses droits conformément à l'article 12 des présents statuts.

Le retrait ou la démission n'est permis(e) que si il ou elle:

- est approuvé(e) par l'organe d'administration qui peut refuser le retrait ou la démission pour de justes motifs (à titre d'exemple si la part de retrait, en application des articles 6 :115 et 6 :116 du Code des sociétés et des associations, ne peut être distribuée ou entièrement distribuée);
- qui n'a pas pour effet d'amener le nombre d'actionnaires à moins de trois.

#### ARTICLE 16– EXCLUSION A CHARGE DU PATRIMOINE SOCIAL

16.1 Un actionnaire peut être exclu à tout moment pour (i) justes motifs, (ii) un manquement aux obligations qui résultent des statuts, du règlement d'ordre intérieur ou d'autres décisions des organes de la société, dont le fait de ne plus satisfaire aux conditions générales d'admission, (iii) le refus de se soumettre aux décisions de l'organe d'administration ou de l'assemblée générale, (iv) le non-respect de ses engagements à l'égard de la société, (v) le fait d'occasionner tout préjudice à la société, ou (vi) le fait de commettre des actes qui sont contraires aux intérêts de la société.

Dans les cas décrits au présent article 16.1 des statuts, l'exclusion a nécessairement trait à l'ensemble d'actions de l'actionnaire concerné.

16.2 Les actionnaires d'une sous-classe d'actions B peuvent être exclus à tout moment si les prêts ou

les crédits attribués par la société pour le financement de la Centrale de Production qui a été attribuée à cette sous-classe (conformément à l'article 6 des présents statuts), sont intégralement et sans condition remboursés à la société.

Dans le cas décrit au présent article 16.2 des statuts, l'exclusion a trait à l'ensemble des actions de l'actionnaire appartenant à la sous-classe concernée d'actions B. L'actionnaire reste titulaire d'actions B d'une autre sous-classe qu'il détient.

16.3 Si le motif de l'exclusion en application de l'article 16.1 ou de l'article 16.2 concerne un détenteur d'actions indivisaires, cette exclusion concerne alors de plein droit tous les détenteurs indivisaires qui, conjointement avec le détenteur indivisaire concerné par le motif d'exclusion, détiennent lesdites actions concernées en indivision.

16.4 L'exclusion ne peut être prononcée que par l'organe d'administration, au moyen d'une décision motivée prise à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés. L'actionnaire dont l'exclusion est demandée doit être invité à faire connaître ses observations par écrit à l'organe d'administration dans un délai d'un mois à compter de l'envoi d'une lettre recommandée contenant la proposition motivée d'exclusion. S'il en fait la demande dans l'écrit contenant ses observations, l'actionnaire doit être entendu. La décision est constatée dans un procès-verbal dressé et signé par l'organe d'administration, mentionnant les faits sur lesquels l'exclusion est fondée. L'exclusion est consignée dans le registre d'actions et le procès-verbal est versé à ce registre. Une copie de la décision est envoyée dans un délai de trente jours à l'actionnaire exclu.

#### **TITRE IV - ADMINISTRATION ET CONTROLE**

##### **ARTICLE 17 - COMPOSITION DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION**

La société est administrée par un organe d'administration composé de quatre membres au moins et de sept membres au maximum qui sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires. La nomination d'un administrateur n'entre en vigueur que lorsqu'il a accepté sa fonction.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue de désigner un représentant permanent parmi ses actionnaires, gérants, administrateurs ou membres de son personnel, qui exercera le mandat d'administrateur au nom et pour le compte de cette personne morale.

La durée du mandat des administrateurs ne peut excéder six ans. Si le nombre d'administrateurs tombe, pour quelque raison que ce soit, en dessous du minimum prévu par les statuts, les administrateurs sortant restent en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale ne pourvoit pas à leur remplacement.

Les actionnaires détenteurs d'actions A et qui sont présents ou représentés à l'assemblée générale ont le droit de proposer des candidats à l'assemblée générale pour remplir la moitié plus un des mandats d'administrateur. À défaut d'unanimité entre les actionnaires A, ces derniers décident à la majorité des voix liées aux actions de la classe A avec lesquelles ils participent à l'assemblée générale.

La majorité des actionnaires détenteurs d'actions B et qui sont présents ou représentés à l'assemblée générale ont le droit de proposer des candidats à l'assemblée générale pour remplir les autres mandats d'administrateur. Les candidats administrateurs proposés par les actionnaires détenteurs d'actions B doivent également être actionnaires au moment où ils sont proposés et pendant toute la durée de leur mandat d'administrateur, à moins qu'ils n'aient été proposés par des actionnaires détenteurs d'actions A. Il ne peut y avoir deux actionnaires détenteurs d'actions de la même sous-classe d'actions B siégeant dans l'organe d'administration. Si l'administrateur concerné n'est plus détenteur d'actions B de la société, il est démissionnaire de plein droit. Si deux administrateurs, par suite d'une acquisition d'actions B après leur nomination, sont détenteurs d'actions de la même sous-classe d'actions B, le premier nommé est démissionnaire de plein droit.

Lorsque tous les mandats ne sont pas pourvus, les mandats restants sont pourvus sur proposition des actionnaires détenteurs d'actions A.

Les administrateurs peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée générale statuant à la majorité simple et à la majorité des actionnaires A présents ou représentés.

Chaque membre de l'organe d'administration peut démissionner au moyen d'une notification écrite à

l'organe d'administration.

#### ARTICLE 18– VACANCE PREMATUREE

En cas de vacance au sein de l'organe d'administration, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination d'un nouvel administrateur par l'assemblée générale. La nomination est mise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. En cas de démission d'un administrateur proposée par les actionnaires A, un administrateur sera coopté parmi les candidats proposés par ces actionnaires. Tout administrateur ainsi nommé par l'assemblée générale termine le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

#### ARTICLE 19– PRESIDENT – VICE-PRESIDENT

L'organe d'administration élit à la majorité simple, parmi les administrateurs nommés sur proposition des actionnaires A, un président et un vice-président.

#### ARTICLE 20 - REUNIONS DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

L'organe d'administration se réunit sur la convocation de son président, ou éventuellement de son vice-président, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. L'organe d'administration est également convoqué si deux administrateurs, dont un administrateur nommé sur proposition des actionnaires A, en font la demande.

Les convocations mentionnent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la réunion. Elles sont envoyées au moins deux jours francs avant la réunion par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen écrit. Dans des cas exceptionnels, lorsque le délai de convocation mentionné ci-dessus n'est pas approprié, le délai de convocation peut être plus court. Si nécessaire, une convocation peut être effectuée par téléphone en complément des modes de convocation mentionnés ci-dessus.

En cas d'empêchement du président, l'organe d'administration est présidé par le vice-président ou par le membre de l'organe d'administration le plus âgé, nommé sur proposition des actionnaires A.

Si tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés et marquent leur accord sur l'ordre du jour, il ne doit pas être justifié de la régularité de la convocation.

Les réunions de l'organe d'administration peuvent être valablement tenues par vidéo-conférence ou par conférence téléphonique ou par tout moyen de télécommunication, y compris oral ou visuel, permettant une discussion entre des participants géographiquement distants. La réunion est dans ce cas considérée comme ayant été tenue au siège de la société pour autant qu'un administrateur au moins ait pris part physiquement à la réunion depuis ce siège. Le procès-verbal est signifié par lettre, télécopie, courrier électronique. L'original est ensuite envoyé en tant que circulaire pour signature.

#### ARTICLE 21- DELIBERATION

L'organe d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et si au moins deux des membres présents ou représentés sont des administrateurs désignés sur proposition des actionnaires A. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouvel organe d'administration sera convoqué avec le même ordre du jour qui pourra valablement délibérer et prendre des décisions sur l'ordre du jour. La convocation à cette seconde réunion sera envoyée au moins deux jours francs avant la réunion.

Cette seconde réunion doit se tenir au plus tôt le septième jour et au plus tard le quatorzième jour après la première réunion et peut décider sur les points qui figuraient à l'ordre du jour si au moins deux des membres présents ou représentés sont des administrateurs qui ont été nommés sur proposition des actionnaires A.

Les décisions de l'organe d'administration sont prises à la majorité des voix émises. Les votes blancs et irréguliers ne peuvent être ajoutés aux voix émises. En cas de partage des voix, la voix du président, ou en son absence, la voix du vice-président ou, en l'absence de ce dernier, du membre le plus âgé de l'organe d'administration nommé sur proposition des actionnaires A, est prépondérante.

L'organe d'administration ne peut valablement délibérer sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour qu'avec l'accord de l'ensemble de l'organe d'administration et pour autant que tous les



administrateurs sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner procuration à un autre administrateur par lettre, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen écrit pour le représenter à une réunion de l'organe d'administration. Personne ne peut cependant représenter plus d'un administrateur.

L'administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou à une opération relevant des pouvoirs de l'organe d'administration doit en informer l'organe d'administration avant la délibération et la prise de décision sur le point à l'ordre du jour concerné. Le procès-verbal fait mention des motifs du conflit d'intérêts de l'administrateur concerné. L'administrateur concerné ne peut prendre part à la délibération et au vote.

#### ARTICLE 22- PROCES-VERBAUX

Les délibérations et les décisions de l'organe d'administration, y compris celles adoptées au cours de vidéo-conférences, de conférences téléphoniques ou par consentement écrit unanime, sont constatées dans des procès-verbaux signés par au moins deux administrateurs. Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits des procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président de l'organe d'administration ou deux administrateurs. Ce pouvoir peut être délégué à un mandataire.

#### ARTICLE 23 - COMPETENCE DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

L'organe d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation de l'objet, à l'exception des actes réservés expressément par la loi ou les statuts à l'assemblée générale.

L'organe d'administration peut déléguer à un mandataire, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire ou administrateur, tout ou partie de ses pouvoirs pour des objets spéciaux ou déterminés.

#### ARTICLE 24- REMUNERATION

Le mandat d'administrateur est exercé à titre gratuit. Une rémunération (à l'exclusion d'une participation aux bénéfices) peut toutefois être accordée pour des missions spéciales ou permanentes dont sont chargés les administrateurs.

#### ARTICLE 25– REPRESENTATION

La société est valablement représentée dans tous ses actes, y compris la représentation en justice, par deux administrateurs, dont un est désigné sur proposition des actionnaires A, n'ayant pas à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable ou d'un mandat de l'organe d'administration.

La société est par ailleurs valablement représentée par tout mandataire spécial agissant dans les limites de ses pouvoirs.

### TITRE V - ASSEMBLEE GENERALE

#### ARTICLE 26 - COMPOSITION ET POUVOIRS

L'assemblée générale régulièrement constituée représente tous les actionnaires. Les décisions prises par l'assemblée générale sont contraignantes pour tous les actionnaires, même absents ou dissidents. Elle possède toutes les compétences qui lui sont attribuées par la loi et les présents statuts.

#### ARTICLE 27- REUNIONS

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le troisième vendredi du mois de juin à 10 heures. Une assemblée générale spéciale ou extraordinaire peut être convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire mentionne au moins les points suivants: la discussion du rapport annuel établi par l'organe d'administration et, le cas échéant, du rapport du(es) commissaire(s), la discussion et l'approbation des comptes annuels, l'affectation du bénéfice net, la décharge à accorder aux administrateurs et, le cas échéant, au(x) commissaire(s) et, s'il y a lieu, la nomination d'administrateur(s) et de commissaire(s).

L'assemblée générale ordinaire se réunit au siège de la société, sauf décision contraire de l'organe d'administration.

#### ARTICLE 28 - CONVOCATION

L'organe d'administration peut, sur décision prise à la majorité simple, convoquer l'assemblée générale, chaque fois qu'il le juge utile. Le président ou le vice-président de l'organe d'administration se charge de la convocation.

L'assemblée générale doit être convoquée chaque fois que des actionnaires représentant conjointement un dixième du nombre total des actions émises, ou bien le commissaire, le demandent. L'assemblée générale doit alors être convoquée au cours du mois qui suit la réception d'une telle demande par l'organe d'administration.

La convocation à l'assemblée générale a lieu au moins trente jours avant l'assemblée prévue et est exclusivement effectuée par courrier électronique aux actionnaires qui ont communiqué leurs coordonnées à cet effet à la société et au moyen d'une publication sur le site web de la société. Les actionnaires peuvent demander l'organe d'administration à recevoir la convocation par lettre recommandée.

Au plus tard quinze jours avant la date de l'assemblée, chaque actionnaire peut demander l'inscription de points supplémentaires à l'ordre du jour. L'ordre du jour complémentaire et les documents y afférents sont envoyés dans les huit jours à tous les actionnaires. Une copie de la convocation est adressée aux administrateurs et commissaire(s) éventuel(s).

Les convocations adressées aux détenteurs de titres nominatifs sont considérées comme ayant été faites à la date d'envoi des lettres missives.

#### ARTICLE 29 - CONDITIONS D'ADMISSION

Pour être admis à l'assemblée générale, et pour autant que l'organe d'administration l'exige dans les convocations, les actionnaires doivent communiquer à l'organe d'administration leur intention de participer à l'assemblée générale, dans le délai indiqué dans la convocation.

#### ARTICLE 30 - REPRESENTATION

Tout actionnaire peut donner procuration, par lettre, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen écrit portant sa signature, pour le représenter à une assemblée générale. Le mandataire ne doit pas être actionnaire. Un mandataire ne peut pas représenter plus d'un actionnaire de la même classe ou, le cas échéant, de la même sous-classe d'actions B.

L'organe d'administration peut arrêter la forme des procurations dans les convocations et exiger que celles-ci soient déposées à l'endroit et dans le délai indiqués dans la convocation.

#### ARTICLE 31 - BUREAU

Toute assemblée générale est présidée par le président de l'organe d'administration, ou en l'absence de celui-ci, par le vice-président, ou en l'absence de ce dernier, par l'administrateur le plus âgé proposé par les actionnaires A. Le président nomme le secrétaire et désigne deux scrutateurs parmi les actionnaires présents. Le président, les administrateurs présents, les deux scrutateurs et le secrétaire composent le bureau de l'assemblée.

Le bureau établit avant toute décision une liste des présences, laquelle doit être signée par tout actionnaire ou mandataire présent avec mention du nombre de actions et, le cas échéant, la (sous-)classe de actions B, à laquelle elles appartiennent, que l'actionnaire détient ou représente.

#### ARTICLE 32 - PROROGATION

La décision relative à l'approbation des comptes annuels peut, séance tenante, être prorogée à trois semaines, par décision de l'organe d'administration.

Une éventuelle prorogation n'affecte pas les autres décisions prises, sauf décision contraire de l'assemblée générale. L'assemblée générale suivante peut arrêter définitivement les comptes annuels.

Les mandats déposés pour la première assemblée restent valables pour la seconde assemblée, pour les points qui figuraient à l'ordre du jour de la première assemblée.

#### ARTICLE 33 - NOMBRE DE VOIX - EXERCICE DU DROIT DE VOTE

Chaque actionnaire dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions. Toutefois, le nombre de voix valablement émises par chacun, pour lui personnellement et en tant que mandataire, ne peut être supérieur à un dixième des actions présentes ou représentées. Les actionnaires pour lesquels l'exercice du droit de vote a été suspendu ne peuvent prendre part au vote.

#### ARTICLE 34 - DELIBERATIONS ET VOTE

Sauf disposition légale ou statutaire contraire expresse, toute décision est valablement prise par l'assemblée générale à la majorité des voix valablement émises par les actionnaires présents ou représentés.

Lorsque l'assemblée générale doit se prononcer sur une modification des statuts ou sur la dissolution de la société, une décision n'est valablement prise qu'à la majorité des trois quarts des voix des actionnaires présents ou représentés et avec la moitié plus un des voix des actionnaires A. Les abstentions ou les votes non valablement émis ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité requise.

L'assemblée générale ne peut voter sur les points ne figurant pas à l'ordre du jour sauf si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale (dans ce dernier cas, les procurations doivent le mentionner expressément) et décident à l'unanimité d'ajouter ces points à l'ordre du jour.

Pour autant que la divulgation d'informations ne soit pas de nature à causer un préjudice grave à la société, aux actionnaires ou au personnel de la société, les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport de gestion ou des points portés à l'ordre du jour. Le(s) commissaire(s) répond(ent) aux questions qui lui (leur) sont posées par les actionnaires au sujet de son (leur) rapport.

Si, lors de la nomination d'un administrateur (ou du (des) commissaire(s)), aucun des candidats n'obtient la majorité absolue des voix émises, il est procédé à un nouveau vote entre les deux candidats qui ont obtenu le nombre de voix le plus élevé. En cas de partage des voix lors de ce nouveau vote, le candidat le plus âgé est élu.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité simple des voix émises.

#### ARTICLE 35- PROCES-VERBAUX

Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont inscrits ou versés dans un registre spécial et sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un ou plusieurs membres de l'organe d'administration ayant le pouvoir de représentation.

Chaque actionnaire peut prendre connaissance des procès-verbaux au siège de la société.

### **TITRE VI - COMPTES ANNUELS - REPARTITION DES BENEFICES - CONTROLE**

#### ARTICLE 36 - COMPTES ANNUELS

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, il est dressé, par les soins de l'organe d'administration, un inventaire avec application des règles de valorisation arrêtées par l'organe d'administration. Les administrateurs établissent les comptes annuels dès que les comptes sont mis en conformité avec les données de l'inventaire. Ces comptes annuels se composent du bilan, du compte de résultats et du commentaire. Dans la mesure où la loi l'impose, l'organe d'administration établit également un rapport dans lequel il rend compte de sa gestion de la société. Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société, ainsi que les autres éléments requis par le Code des sociétés et des associations..

Des livres spéciaux et un bilan spécial ainsi qu'un compte de profits et pertes sont établis pour les recettes qui proviennent de l'investissement et du financement concernant chaque Centrale de Production, pour laquelle l'organe d'administration a établi une sous-classe spéciale d'actions B. Les coûts généraux qui ne peuvent être directement imputés à une Centrale de Production déterminée sont répartis entre

toutes les recettes selon une clé de répartition à déterminer chaque année par l'organe d'administration, en fonction de l'importance relative des recettes de chaque Centrale de Production.

#### ARTICLE 37- APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

L'assemblée générale ordinaire entend, le cas échéant, le rapport annuel et le rapport du(es) commissaire(s) et statue sur l'approbation des comptes annuels tels que proposés par l'organe d'administration.

Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et, le cas échéant, du(es) commissaire(s). Cette décharge n'est valable que si les comptes annuels ne contiennent aucune omission, ni fausse indication dissimulant la situation réelle de la société, et, en ce qui concerne les actes faits en violation du Code des sociétés et des associations ou des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Dans les trente jours suivant leur approbation par l'assemblée, les comptes annuels et, le cas échéant, le rapport de gestion, ainsi que les autres documents requis en vertu du Code des sociétés et des associations, sont déposés à la Banque Nationale de Belgique par les soins de l'organe d'administration.

#### ARTICLE 38 – AFFECTATION ET DISTRIBUTION DES BENEFICES

Sur proposition de l'organe d'administration, l'assemblée générale peut décider de la destination du solde du bénéfice net, dans le respect des règles ci-dessous :

1. Aucune distribution ne peut avoir lieu si l'actif net de la société est négative ou le deviendrait suite à cette distribution ;
2. Lors d'une distribution, l'organe d'administration de la société vérifiera également si la société pourra, en fonction des développements auxquels on peut raisonnablement s'attendre, continuer à s'acquitter de ses dettes pendant une période d'au moins 12 mois à compter de la date de la distribution.

Dans ces limites, l'assemblée générale peut :

- allouer un premier dividende aux actionnaires B, étant entendu que les actions B de chaque sous-classe donnent exclusivement droit à un dividende qui est alloué sur les recettes de la Centrale de Production d'après laquelle la sous-classe a été nommée; les coûts qui sont spécifiques à une sous-classe déterminée d'actions B ou à une Centrale de Production déterminée ne sont déduits que des recettes allouées aux actions de cette sous-classe d'actions B; les coûts généraux de la société sont répartis de manière égale conformément à la clé de répartition établie par l'organe d'administration conformément à l'article 36 des présents statuts;
- décider, après le paiement du premier dividende, de constituer une réserve disponible;
- Sur proposition de l'organe d'administration, d'attribuer le solde éventuellement restant sous forme d'un second dividende aux actionnaires A.

Si le solde créditeur est insuffisant pour allouer le premier dividende susmentionné, les actionnaires concernés conservent leur droit à ce dividende l'année suivante. Les éventuelles réserves disponibles peuvent, par décision de l'assemblée générale, être réparties entre les actionnaires, sous forme de dividendes.

Le dividende par action ne peut en aucun cas être supérieur au montant qui a été fixé conformément à l'Arrêté royal du huit janvier mil neuf cent soixante-deux fixant les conditions d'agrégation des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, pour le Conseil national de la Coopération. L'organe d'administration communiquera ce montant chaque année sur le site web de la société.

La ristourne éventuelle à accorder ne peut être attribuée aux actionnaires que proportionnellement aux opérations qu'ils ont effectuées avec la société.

Le paiement des dividendes non réclamés est prescrit en faveur de la société à l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de la mise en paiement.

#### ARTICLE 39 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les dividendes sont payés à la date et aux endroits désignés par l'organe d'administration.

#### ARTICLE 40 – CONTRÔLE

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à refléter dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs commissaires. Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, parmi les réviseurs d'entreprises, inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises ou les cabinets d'audit enregistrés.

Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans. Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être révoqués que pour juste motif par l'assemblée générale.

Au plus tard un mois avant l'assemblée annuelle, l'organe d'administration remet les comptes annuels, accompagnés du rapport annuel, au commissaire. Le commissaire exécute les activités de contrôle et établit le rapport de contrôle.

### **TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

#### ARTICLE 41 - DISSOLUTION

La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les formes exigées pour la modification des statuts.

#### ARTICLE 42 - LIQUIDATEURS

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateur(s), nommé(s) par l'assemblée générale. Le(s) liquidateur(s) n'entre(nt) en fonction qu'après confirmation, par le tribunal de l'entreprise, de sa/leur nomination. A défaut de nomination de liquidateur(s), les membres de l'organe d'administration sont considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Les liquidateurs forment un collège. Le(s) liquidateur(s) dispose(nt) des pouvoirs les plus étendus conformément aux dispositions applicables du Code des sociétés et des associations, sauf restrictions imposées par l'assemblée générale.

Le(s) liquidateur(s) est/sont tenu(s) de convoquer une assemblée générale dans les trois semaines chaque fois que des actionnaires représentant le dixième des actions en circulation le demandent et ils doivent convoquer l'assemblée générale des obligataires dans le même délai à la demande des obligataires qui représentent un cinquième des obligations en circulation.

L'assemblée générale fixe les émoluments du/des liquidateur(s).

#### ARTICLE 43 - REPARTITION

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de la société, l'actif net sert en premier lieu au remboursement des versements effectués pour la libération d'actions. Le solde est réparti entre les actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent.

L'organe d'administration et le(s) liquidateur(s) désigné(s) par l'assemblée générale feront une proposition concernant l'affectation du solde à l'assemblée générale, qui décidera elle-même de la clôture de la liquidation. Le solde éventuel de la liquidation doit à tout moment être affecté en tenant compte des objectifs de la société.

Avant que la liquidation ne soit clôturée, les liquidateurs soumettent le plan de répartition des actifs entre les différents créanciers à l'accord du tribunal de l'entreprise de l'arrondissement dans lequel la société a son siège.

Tous les droits et créances des anciens actionnaires ou de leurs ayants droit, en ce qui concerne leurs droits sociaux ou la liquidation de leur part, prennent fin à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la cessation de la qualité de membre ou à l'expiration d'une période de trois mois à compter de la clôture de la liquidation, en cas de dissolution de la société. L'interruption de la prescription prend effet par lettre recommandée adressée à l'organe d'administration.

### **TITRE VIII - DISPOSITIONS GENERALES**

#### ARTICLE 44 - ELECTION DE DOMICILE

Tout administrateur ou liquidateur domicilié à l'étranger fait élection de domicile pendant l'exercice de son mandat au siège social de la société, où toutes communications, sommations, significations et notifications relatives aux affaires de la société et à la responsabilité de sa gestion, peuvent valablement être faites à son nom, à l'exception des convocations envoyées conformément aux présents statuts, et s'il n'a pas choisi un autre lieu de résidence en Belgique pour toutes ses démarches auprès de la société. Les actionnaires sont tenus de communiquer à la société tout changement de domicile. A défaut, ils sont considérés comme ayant élu domicile au dernier domicile connu.

#### ARTICLE 45 - LITIGES

Tout litige entre la société, ses actionnaires, administrateurs, liquidateurs et éventuel(s) commissaire(s) et ayant trait aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, sera tranché par le tribunal de l'arrondissement judiciaire dans lequel la société a son siège, sauf si la société y renonce expressément.

#### ARTICLE 46 – DROIT COMMUN

Les dispositions du Code des sociétés et des associations, auxquelles il n'aurait pas été dérogé valablement, sont réputées inscrites dans le présent acte, et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés et des associations sont réputées non-écrites.



**CoGreen**

Coöperatieve vennootschap  
Met zetel te Brussel (1000 Brussel), Simon Bolivarlaan 34  
Gerechtelijk arrondissement Brussel  
Ondernemingsnummer 0525.640.426  
RPR

\*\*\*\*\*

**COORDINATIE VAN DE STATUTEN  
OP 7 OKTOBER 2022**

\*\*\*\*\*

Opgericht blijktens akte van notaris Damien Hissette, geassocieerd notaris te Brussel, op 25 maart 2013, bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad onder nummer 2013-04-11 / 0056484.

Waarvan de statuten gewijzigd werden blijktens akte van notaris Damien Hissette, te Brussel, op 15 juni 2018, bekendgemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad onder nummer 2018-07-09 / 0105659

Waarvan de statuten voor het laatst gewijzigd werden blijktens akte van notaris Damien Hissette, te Brussel, op 7 oktober 2022, ter bekendmaking neergelegd.

## ARTIKEL 1 - RECHTSVORM EN NAAM

De vennootschap heeft de rechtsvorm aangenomen van een coöperatieve vennootschap en wordt afgekort als "CV". Haar benaming luidt: " CoGreen.

Deze naam moet steeds worden voorafgegaan of gevolgd door de woorden "coöperatieve vennootschap" of de afkorting "CV".

Ingeval de vennootschap wordt erkend in toepassing van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming dan zal zij "erkende CV" of "erkende coöperatieve vennootschap " bij haar naam toevoegen.

## ARTIKEL 2 - ZETEL

De zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het bestuursorgaan kan de zetel, zonder dat hiervoor een statutenwijziging is vereist, verplaatsen naar iedere andere plaats in België mits inachtneming van de taalwetgeving. Het bestuursorgaan draagt zorg voor de publicatie van elke verplaatsing van de zetel van de vennootschap in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

Het bestuursorgaan is eveneens bevoegd administratieve zetels, agentschappen, werkhuizen, stapelplaatsen en bijkantoren te vestigen in België of in het buitenland.

De vennootschap mag, bij enkel besluit van het bestuursorgaan, exploitatiezetels oprichten of opheffen wanneer en waar zij het nodig acht, voor zover dit geen wijziging veroorzaakt inzake het op de vennootschap toepasselijke taalregime.

## ARTIKEL 3 – VOORWERP

De vennootschap heeft tot voorwerp :

- a. de werving van coöperatief kapitaal voor de oprichting, de ontwikkeling van en de investering in de productie en uitbating van elektriciteitsproductiemiddelen, zoals onder meer, maar niet beperkt tot, windmolenparken en productiecentrales voor hernieuwbare energie (hierna, "**Productiecentrale**");
- b. het verenigen van verbruikers van alternatieve, duurzame en hernieuwbare energie;
- c. de voorbereiding, opstelling en verspreiding van analyses en studies en hun resultaten met betrekking tot het voorgaande, met in het bijzonder de mogelijkheid tot het verlenen van diensten, zoals het opstellen van een energetisch bilan, inzake voormelde benutting van hernieuwbare energiebronnen;
- d. de bevordering, de studie, de sensibilisering en de promotie van hernieuwbare energie in haar diverse toepassingen; en
- e. het verstrekken van financiële middelen onder de vorm van kapitaal of vreemd vermogen aan rechtspersonen die één van de voorwerpen zoals vermeld sub (a) tot en met (d) nastreven.

De vennootschap mag alle industriële, handels-, financiële, roerende en onroerende verrichtingen verwezenlijken die rechtstreeks of onrechtstreeks haar onderneming kunnen uitbreiden of bevorderen.

Zij mag alle roerende en onroerende goederen verwerven, zelfs als deze rechtstreeks noch onrechtstreeks verband houden met het voorwerp van de vennootschap. Zij mag zich borg stellen of zakelijke of persoonlijke zekerheden verlenen ten voordele van vennootschappen of particulieren, en dit in de meest ruime zin.

Zij kan, op welke wijze ook, belangen nemen in alle verenigingen, zaken, ondernemingen of vennootschappen die eenzelfde, gelijkaardig of verwant voorwerp nastreven of die haar onderneming kunnen bevorderen of de afzet van haar producten of diensten kunnen vergemakkelijken, en ze kan ermee samenwerken of fuseren.

## ARTIKEL 4 - DUUR



De vennootschap is opgericht voor een onbepaalde duur vanaf de datum van haar oprichting.

## TITEL II – INBRENGEN EN UITGIFTE VAN NIEUWE AANDELEN

### ARTIKEL 5 – INBRENGEN

Als vergoeding voor de inbrengen van de aandeelhouders worden aandelen uitgegeven.

Aandelen die vóór de aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen en verenigingen bestonden, zijn uitgegeven met een nominale waarde van 125 EUR elk.

### ARTIKEL 6 - SOORTEN EN SUBSOORTEN VAN AANDELEN

6.1. De aandelen van de vennootschap zijn ingedeeld in twee soorten van aandelen:

- De aandelen van soort A (hierna de “aandelen A” genoemd), zijn voorbehouden aan de oprichters van de vennootschap of aan andere personen die overeenkomstig artikel 11 of artikel 14.1 van deze statuten aandelen A verwerven.
- De aandelen van soort B (hierna de “aandelen B” genoemd), zijn voorbehouden aan de natuurlijke personen die als aandeelhouder door het bestuursorgaan worden aanvaard overeenkomstig artikel 14.2 van deze statuten.

Behoudens andersluidende beslissing van het bestuursorgaan kan een aandeelhouder B op een gegeven ogenblik maximaal 20 aandelen B bezitten ongeacht of deze tot één of meer subsoort(en) aandelen B behoren.

6.2. De aandelen B worden door het bestuursorgaan, ter gelegenheid van hun uitgifte, als volgt in subsoorten onderverdeeld. Aan iedere subsoort van aandelen B wordt ter gelegenheid van de uitgifte van de eerste aandelen die tot deze subsoort behoren, een welbepaalde Productiecentrale door het bestuursorgaan toegewezen, waarvan het de naam zal dragen. De inbrengen die worden volgestort op aandelen van een subsoort van aandelen B worden uitsluitend aangewend voor investeringen in, en financieringen van, de aan deze subsoort toegewezen Productiecentrale.

De kosten verbonden aan de Productiecentrale worden toegewezen aan de betrokken subsoort aandelen B en een proportioneel deel van de algemene kosten van de vennootschap worden toegerekend aan de desbetreffende subsoort van aandelen B volgens de verdeelsleutel vastgesteld in artikel 36 van deze statuten. In de boekhouding en verslaggeving van de vennootschap wordt een onderscheid gemaakt tussen de kosten verbonden aan de investering in, en de financiering van, elke Productiecentrale.

6.3. Buiten de aandelen die een inbreng vertegenwoordigen, mag geen enkel andere soort effect, ongeacht hun naam, worden uitgegeven die maatschappelijke rechten vertegenwoordigen of recht geven op een deel van de winst.

### ARTIKEL 7 - VOLSTORTING

Elk aandeel dient bij zijn uitgifte volledig te worden volgestort.

### ARTIKEL 8 - REGISTER VAN AANDELEN

De vennootschap houdt op haar zetel een aandelenregister bij overeenkomstig de bepalingen van artikelen 6:24 en 6:25 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarvan de aandeelhouders ter plaatse inzage kunnen nemen en waarin voor ieder van hen wordt vermeld:

- a. de naam, de voornamen en de woonplaats van elke aandeelhouder die natuurlijk persoon is en de benaming, zetel, vorm en ondernemingsnummer van elke aandeelhouder die rechtspersoon is;
- b. het aantal aandelen met vermelding van de soort, en in voorkomend geval de subsoort van aandelen

- B, waartoe de betrokken aandelen behoren, alsmede de inschrijvingen op nieuwe aandelen en de terugbetalingen, met opgave van de data;
- c. de overgangen en overdrachten van aandelen, met hun datum;
- d. de datum van toetreding, uittreding of uitsluiting van elke aandeelhouder;
- e. de gedane stortingen; en
- f. de opgave van de bedragen die voor de uittreding, voor de gedeeltelijke terugnemning van aandelen en voor de terugnemning van stortingen worden aangewend.

Het bestuursorgaan is met de inschrijvingen op de aandelen belast. Het bestuursorgaan kan deze opdracht delegeren. De inschrijvingen geschieden op grond van bewijskrachtige, gedateerde en ondertekende documenten. Deze stukken worden aan het aandelenregister toegevoegd. Inschrijvingen vinden plaats in de volgorde van hun datum van voorlegging.

De toetreding heeft uitwerking vanaf het ogenblik dat de aandelen zijn ingeschreven in het aandelenregister. De uittreding van een aandeelhouder wordt door het bestuursorgaan ingeschreven in het aandelenregister naast de naam van de uittredende aandeelhouder en heeft uitwerking vanaf dit ogenblik.

Aan de aandeelhouders die erom verzoeken zal een afschrift worden verstrekt van de inschrijvingen in het aandelenregister die op hen betrekking hebben. Dit verzoek dient te worden gericht aan het bestuursorgaan bij aangetekend schrijven. De afschriften kunnen niet als bewijs worden gebruikt tegen de vermeldingen in het aandelenregister.

#### ARTIKEL 9 - AARD VAN DE AANDELEN

De aandelen zijn op naam.

#### ARTIKEL 10 - UITOEFENING VAN AAN DE AANDELEN VERBONDEN RECHTEN

Ten aanzien van de vennootschap zijn de aandelen ondeelbaar. De vennootschap erkent slechts één eigenaar per aandeel op naam voor wat betreft de uitoefening van de aan dat aandeel verbonden rechten, met name de eigenaar waarvan de naam in het aandelenregister is ingeschreven.

Indien een aandeel aan verschillende personen toebehoort of indien de aan een aandeel verbonden rechten zijn verdeeld over meer personen, kan het bestuursorgaan de uitoefening van de eraan verbonden rechten opschorten totdat één enkele persoon tegenover de vennootschap als aandeelhouder is aangewezen.

Zijn de aandelen bezwaard met vruchtgebruik, dan bezit de vruchtgebruiker het stemrecht behoudens verzet vanwege de blote eigenaar. In geval van verzet wordt het stemrecht opgeschort tot één enkele persoon tegenover de vennootschap als aandeelhouder is aangewezen; de vennootschap kan aan de betrokken rechthebbenden alle stukken voor bewijs van deze aanwijzing vragen.

#### ARTIKEL 11 - OVERDRACHT VAN AANDELEN

Aandelen B kunnen niet worden overgedragen.

Aandelen A kunnen worden overgedragen aan andere aandeelhouders of aan derden mits voorafgaandelijke goedkeuring door het bestuursorgaan.

De aandelen van de vennootschap kunnen niet in pand worden gegeven en zijn evenmin vatbaar voor beslag. Schuldeisers van een aandeelhouder kunnen desgevallend wel beslag leggen in handen van de vennootschap op de dividenden en/ of op de ristorno's, die aan de beslagene kunnen toekomen alsmede op het aandeel dat hem na zijn terugname, uittreding of uitsluiting, dan wel na de ontbinding van de vennootschap bij vereffening zou kunnen worden toegekend.

De aandelen in de vennootschap zijn persoonlijk bezit en niet overdraagbaar bij overlijden, faillissement, onbekwaamverklaring of kennelijk onvermogen of elke hypothese waarin de bekwaamheid van een

aandeelhouder ten gevolge van een gerechtelijke maatregel wordt beperkt. De rechthebbenden hebben als schuldeiser uitsluitend recht op de waarde van het scheidingsaandeel vastgesteld overeenkomstig artikel 12 van de statuten.

#### ARTIKEL 12 - SCHEIDINGSAANDEEL

De aandeelhouder die zijn aandelen terugneemt, uittreedt of werd uitgesloten uit de vennootschap, heeft recht op een scheidingsaandeel gelijk aan het bedrag van de voor deze aandelen werkelijk gestorte en nog niet terugbetaalde inbreng, zonder evenwel het bedrag van de nettoactief waarde van deze aandelen zoals die blijkt uit de goedgekeurde jaarrekening van het boekjaar waarin het lidmaatschap ophield of de gedeeltelijke terugnemering of uitsluiting werd aanvaard respectievelijk beslist, te overschrijden, in voorkomend geval na aftrek van de belastingen waartoe de terugbetaling aanleiding kan geven. De aandeelhouder kan bij het einde van zijn lidmaatschap geen aanspraak maken op de reserves. Er zal rekening gehouden worden met de boekhoudkundige minwaarde van de aandelen en desgevallend met de eventuele niet volledige terugbetaling van de financiering die werd verschaft zoals vermeld in artikel 6.2 hierboven aan de aan deze subsoort toegewezen Productiecentrale.

De regelmatig goedgekeurde jaarrekening is bindend voor de aandeelhouder die zijn aandelen terugneemt, uittreedt of uitgesloten wordt. De aandeelhouder die zijn aandelen terugneemt, uittreedt of wordt uitgesloten, kan ten opzichte van de vennootschap geen enkel ander recht laten gelden.

De betaling van het scheidingsaandeel zal plaatsvinden zes maanden na de goedkeuring door de algemene vergadering van de jaarrekening van het boekjaar waarin de uitsluiting werd beslist of de terugnemering of uittrekking werd aanvaard. Het bestuursorgaan kan tot vervroegde uitbetaling beslissen.

Blijkt voormelde termijn onvoldoende om de terugbetaling mogelijk te maken zonder de vereffening van de vennootschap te veroorzaken, dan kan het bestuursorgaan beslissen deze termijn met één jaar te verlengen.

De betaling van het scheidingsaandeel aan een aandeelhouder die zijn aandelen terugneemt, uittreedt of uitgesloten wordt, wordt beschouwd als een uitkering in de zin van de artikelen 6:115 en 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen . Indien de betaling van het scheidingsaandeel, met toepassing van de artikelen 6:115 en 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, niet of niet geheel kan worden uitgekeerd, wordt het recht op betaling opgeschort totdat uitkeringen opnieuw zijn toegelaten. Het nog verschuldigde bedrag wordt uitgekeerd vóór elke andere uitkering aan aandeelhouders. Op dit bedrag is geen interest verschuldigd.

In geval van overlijden, faillissement, kennelijk onvermogen of onbekwaamverklaring van een aandeelhouder hebben zijn erfgenamen, schuldeisers of vertegenwoordigers recht op de uitkering van de waarde van het scheidingsaandeel vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van dit artikel van de statuten. De betaling zal plaatsvinden volgens voormelde bepalingen.

### TITEL III - AANDEELHOUDERS

#### ARTIKEL 13 - AANDEELHOUDERS

Zijn aandeelhouders:

- de houders van aandelen A (hierna ook de "aandeelhouders A" genoemd) die deze akte hebben ondertekend bij de oprichting van de vennootschap (hierna "oprichters" genoemd) of die aandelen A verwerven overeenkomstig artikel 11 of artikel 14.1 van de statuten en als dusdanig in het aandelenregister van de vennootschap werden opgenomen; en
- de houders van aandelen B (hierna ook de "aandeelhouders B" genoemd) die natuurlijke personen zijn en die aandelen B verwerven overeenkomstig artikel 14.2 van de statuten en als dusdanig in het aandelenregister van de vennootschap werden opgenomen.

## ARTIKEL 14 - TOETREDING VAN NIEUWE AANDEELHOUDERS

14.1. Het bestuursorgaan besluit over de aanvaarding van nieuwe aandeelhouders. De toetreding van aandeelhouders, die beantwoorden aan de objectieve toetredingscriteria zoals bepaald in deze statuten en zoals bijkomend vastgesteld door het bestuursorgaan, kan niet worden geweigerd dan wanneer ze daden hebben verricht die met de belangen van de vennootschap strijdig zijn. Het bestuursorgaan zal de objectieve toetredingscriteria uitwerken in een huishoudelijk reglement. De beslissing van het bestuursorgaan tot toetreding vermeldt het aantal aandelen waarop de nieuwe aandeelhouder kan inschrijven, de soort en desgevallend de subsoort van aandelen B waartoe de aandelen behoren, de inschrijvingsprijs voor de nieuwe aandelen waarop wordt ingeschreven, alsmede eventuele andere voorwaarden waaraan de nieuwe aandeelhouder moet voldoen. Bij overinschrijving binnen een bepaalde subsoort aandelen B zal het bestuursorgaan de inschrijvingen proportioneel verminderen over alle inschrijvers op de betrokken subsoort aandelen B.

De inschrijving op de aandelen houdt in dat de aandeelhouder instemt met de statuten en, in voorkomend geval, met het huishoudelijk reglement. De vaststelling van de aanvaarding en de goedkeuring van de toetreding van een nieuwe aandeelhouder geschiedt door een inschrijving in het aandelenregister.

### 14.2.

a) Nieuwe aandeelhouders B kunnen worden aanvaard indien zij meerderjarig zijn en omwonenden zijn van een Productiecentrale die door het bestuursorgaan overeenkomstig artikel 6.2 van deze statuten werd toegewezen. De aandelen behoren tot de subsoort waaraan de Productiecentrale werd toegewezen overeenkomstig artikel 6.2 van deze statuten en waarvan de nieuwe aandeelhouders B omwonenden zijn. Indien ze omwonenden zijn van meer dan één Productiecentrale, dan kunnen ze kiezen op welke aandelen van de betrokken subsoorten in te schrijven, met dien verstande dat ze mogen inschrijven op aandelen van meer dan één subsoort.

Omwonenden zijn voor de toepassing van dit artikel 14.2.a), de natuurlijke personen die hun woonplaats hebben in de gemeente waarvan tenminste een gedeelte van het grondgebied binnen een door het bestuursorgaan bepaalde afstand ligt van elke mast van het betrokken windmolenpark of van de betreffende Productiecentrale voor hernieuwbare energie. De afstand kan verschillen naargelang de Productiecentrale.

b) Nieuwe aandeelhouders B kunnen eveneens aanvaard worden indien zij meerderjarig zijn en een economische activiteit uitoefenen in de bedrijfskantoren van ondernemingen op wiens terrein een Productiecentrale ligt. De aandelen behoren tot de subsoort waaraan de Productiecentrale werd toegewezen overeenkomstig artikel 6.2 van deze statuten en waar in de nabijheid hiervan de nieuwe aandeelhouders B tewerkgesteld zijn. Indien ze een economische activiteit uitoefenen in bedrijfskantoren van ondernemingen op wiens terrein meer dan één Productiecentrale ligt of op meerdere locaties op wiens terrein een Productiecentrale ligt, dan kunnen ze kiezen op welke aandelen van de betrokken subsoorten in te schrijven, met dien verstande dat ze mogen inschrijven op aandelen van meer dan één subsoort.

Economische activiteit wordt voor de toepassing van dit artikel 14.2.b gedefinieerd als zijnde elke activiteit volgens een overeenkomst waarbij wordt aangeduid dat (i) er een band van tewerkstelling of samenwerking is met een onderneming op wiens terrein een Productiecentrale ligt en (ii) de gewoontelijke plaats van tewerkstelling of samenwerking zich bevindt in die bedrijfskantoren van de onderneming op wiens terrein een Productiecentrale ligt. Een band van tewerkstelling of samenwerking houdt alle situaties in waarin prestaties worden verricht tegen een vergoeding, met inbegrip van, maar niet gelimiteerd tot, werknemers met een arbeidsovereenkomst (inclusief studenten, uitzendkrachten en werknemers van onderaannemers), zowel voor bepaalde als voor onbepaalde duur, zowel voltijds als deeltijds, en natuurlijke personen die op zelfstandige basis hun diensten aanbieden. Kandidaat-aandeelhouders worden geacht te voldoen aan deze voorwaarden mits voorlegging van een verklaring namens de onderneming, ondertekend door zowel een bevoegd persoon van de onderneming als de kandidaat-aandeelhouder, waarin (i) hun tewerkstellingsband of samenwerkingsband met de

onderneming en (ii) hun plaats van tewerkstelling of samenwerking op een terrein waar zich een Productiecentrale bevindt worden bevestigd.

#### ARTIKEL 15 - TERUGNEMING EN UITTREDING LASTENS HET VENNOOTSCHAPSVERMOGEN

Een aandeelhouder mag alleen vanaf het derde jaar volgend op het jaar waarin hij aandelen heeft verworven de terugneming van deze aandelen vragen. Voor een aandeelhouder B is terugneming enkel mogelijk indien deze betrekking heeft op alle aandelen binnen een bepaalde subsoort aandelen B, onverminderd de mogelijkheid om desgevallend aandeelhouder te blijven binnen één of meer andere subsoorten B. Indien een aandeelhouder overeenkomstig voormelde bepaling een terugneming vraagt van al zijn aandelen treedt hij uit.

Terugneming van aandelen alsmede volledige uittreding kan plaatsvinden gedurende het hele boekjaar. Het verzoek tot terugneming of uittreding geschiedt per aangetekende brief of per elektronische post gericht aan het bestuursorgaan van de vennootschap. Ze heeft enkel uitwerking op de dag waarop het bestuursorgaan dit verzoek aanvaardt. De aanvaarding wordt per brief of per elektronische post meegedeeld aan de betrokken aandeelhouder met vermelding van zijn rechten overeenkomstig artikel 12 van deze statuten.

De uittreding of terugneming is alleen toegestaan indien deze:

- wordt goedgekeurd door het bestuursorgaan, die op basis van gegronde redenen de uittreding of terugneming mag weigeren (bij wijze van voorbeeld, indien het scheidingsaandeel, met toepassing van de artikelen 6:115 en 6:116 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, niet of niet geheel kan worden uitgekeerd);
- niet tot gevolg heeft dat het aantal aandeelhouders tot minder dan drie wordt herleid.

#### ARTIKEL 16 – UITSLUITING LASTENS HET VENNOOTSCHAPS-VERMOGEN

16.1 Een aandeelhouder kan te allen tijde worden uitgesloten wegens (i) een gegronde reden, (ii) een tekortkoming aan de verplichtingen die uit de statuten, het huishoudelijk reglement of andere beslissingen van de organen van de vennootschap voortvloeien, waaronder het niet langer voldoen aan de algemene toetredingsvoorwaarden, (iii) het weigeren zich te onderwerpen aan de beslissingen van het bestuursorgaan of van de algemene vergadering, (iv) het niet-naleven van zijn verbintenissen tegenover de vennootschap, (v) het berokkenen van enig nadeel aan de vennootschap, of (vi) het stellen van handelingen die strijdig zijn met de belangen van de vennootschap.

De uitsluiting heeft in het geval omschreven in dit artikel 16.1 van de statuten noodzakelijk betrekking op alle aandelen van de betrokken aandeelhouder.

16.2 Aandeelhouders van een subsoort aandelen B kunnen te allen tijde worden uitgesloten indien de leningen of kredieten verstrekt door de vennootschap ter financiering van de Productiecentrale die werd toegewezen aan deze subsoort (overeenkomstig artikel 6 van deze statuten), geheel en onvoorwaardelijk aan de vennootschap zijn terugbetaald.

De uitsluiting heeft in het geval omschreven in dit artikel 16.2 van de statuten betrekking op alle aandelen van de aandeelhouder binnen de desbetreffende subsoort aandelen B. De aandeelhouder blijft houder van de aandelen B van een andere subsoort die hij aanhoudt.

16.3 Indien de uitsluitingsgrond in toepassing van artikel 16.1 of artikel 16.2 betrekking heeft op een onverdeelde eigenaar van aandelen, dan heeft deze uitsluiting van rechtswege betrekking op alle onverdeelde eigenaars, die samen met de onverdeelde eigenaar waarop de uitsluitingsgrond betrekking heeft, de betrokken aandelen in onverdeeldheid aanhouden.

16.4 De uitsluiting kan enkel worden uitgesproken door het bestuursorgaan middels een gemotiveerde beslissing genomen met een eenvoudige meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders. De aandeelhouder wiens uitsluiting wordt gevraagd, moet worden verzocht zijn opmerkingen schriftelijk te kennen te geven aan het bestuursorgaan binnen één maand

nadat een aangetekende brief met het met redenen omklede voorstel tot uitsluiting is verstuurd. Indien hij daarom verzoekt in het geschrift dat zijn opmerkingen bevat, moet de aandeelhouder worden gehoord. De beslissing wordt vastgelegd in een proces-verbaal opgemaakt en ondertekend door het bestuursorgaan dat de feiten vermeldt waarop de uitsluiting is gegrond. De uitsluiting wordt in het aandelenregister ingeschreven en het proces-verbaal wordt aan dit register toegevoegd. Een afschrift van de beslissing wordt binnen de vijftien dagen aan de uitgesloten aandeelhouder meegedeeld.

#### **TITEL IV - BESTUUR EN CONTROLE**

##### **ARTIKEL 17 - SAMENSTELLING VAN HET BESTUURSORGAAN**

De vennootschap wordt bestuurd door het bestuursorgaan samengesteld uit minstens vier en maximum zeven leden die worden benoemd door de algemene vergadering van de aandeelhouders. De benoeming van een bestuurder treedt eerst in werking nadat hij zijn functie heeft aanvaard.

Wanneer een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd is deze verplicht onder zijn aandeelhouders, zaakvoerders, bestuurders of werknemers een vaste vertegenwoordiger, natuurlijk persoon, aan te duiden die wordt belast met de uitvoering van de opdracht van bestuurder in naam en voor rekening van de rechtspersoon.

De duur van de opdracht van bestuurder mag de termijn van zes jaar niet overschrijden. Indien het aantal bestuurders, om welke reden ook, gedaald is beneden het statutair minimum aantal bestuurders en zolang de algemene vergadering de vacature niet opvult, blijven de bestuurders, waarvan de opdracht is verstreken, in functie

De aandeelhouders die aandelen A aanhouden en die aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de algemene vergadering hebben het recht om aan de algemene vergadering kandidaten voor te dragen voor de invulling van de helft plus één van de bestuursmandaten. Bij gebrek aan eensgezindheid tussen de aandeelhouders A, beslissen ze bij meerderheid van stemmen verbonden aan de aandelen van soort A waarmee ze deelnemen aan de algemene vergadering.

De meerderheid van de aandeelhouders, die aandelen B aanhouden en die aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de algemene vergadering, heeft het recht om aan de algemene vergadering kandidaten voor te dragen voor de invulling van de overige bestuursmandaten. De kandidaat-bestuurders voorgedragen door de aandeelhouders die aandelen B aanhouden, dienen eveneens aandeelhouder te zijn op het ogenblik van hun voordracht en gedurende de volledige looptijd van hun bestuursmandaat, tenzij indien ze werden voorgedragen door de aandeelhouders die aandelen A aanhouden. Er kunnen geen twee aandeelhouders die aandelen van dezelfde subsoort van aandelen B aanhouden, zetelen in het bestuursorgaan. Indien de betrokken bestuurder geen aandelen B van de vennootschap meer aanhoudt, is hij van rechtswege ontslagnemend. Indien twee bestuurders, tengevolge van een verwerving van aandelen B na hun benoeming, aandelen in dezelfde subsoort van aandelen B aanhouden, is de eerstbenoemde van rechtswege ontslagnemend.

Wanneer niet alle mandaten worden ingevuld, worden de openstaande mandaten ingevuld op voordracht van de aandeelhouders die aandelen A aanhouden.

Alle bestuurders kunnen te allen tijde worden ontslagen door de algemene vergadering beslissend met een gewone meerderheid en een meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders A.

Ieder lid van het bestuursorgaan kan ontslag nemen door schriftelijke kennisgeving aan het bestuursorgaan.

##### **ARTIKEL 18 - VOORTIJDIGE VACATURE**

In geval van een vacature in het bestuursorgaan, hebben de overblijvende bestuurders het recht voorlopig de vacature op te vullen totdat de algemene vergadering een nieuwe bestuurder benoemt. De

benoeming wordt op de agenda van de eerstvolgende algemene vergadering geplaatst. In geval van ontslag van een bestuurder voorgedragen door de aandeelhouders A, zal een bestuurder worden gecoöpteerd uit kandidaten voorgedragen door deze aandeelhouders. Elke op deze wijze door de algemene vergadering benoemde bestuurder beëindigt de opdracht van de bestuurder die hij vervangt.

#### ARTIKEL 19 - VOORZITTER - ONDERVOORZITTER

Het bestuursorgaan kiest bij gewone meerderheid onder de bestuurders benoemd op voordracht van de aandeelhouders A een voorzitter en een ondervoorzitter.

#### ARTIKEL 20 - VERGADERINGEN VAN HET BESTUURSORGAAN

Het bestuursorgaan komt bijeen na oproeping door de voorzitter, of eventueel door de ondervoorzitter, telkens als het belang van de vennootschap dat vergt. Het bestuursorgaan wordt tevens samengeroepen als twee bestuurders, waaronder één bestuurder benoemd op voordracht van de aandeelhouders A, daarom verzoeken.

De oproepingen vermelden plaats, datum, uur en agenda van de vergadering en worden ten minste twee volle dagen vóór de vergadering per brief, fax, elektronische post of op een andere schriftelijke wijze verzonden. In uitzonderlijke omstandigheden, wanneer deze oproepingstermijn niet werkzaam is, kan deze worden verkort. Indien noodzakelijk kan de oproeping ook telefonisch gebeuren ter aanvulling van de hierboven vermelde oproepingswijzen.

Indien de voorzitter is verhinderd, wordt het bestuursorgaan voorgezeten door de ondervoorzitter of het oudste lid in leeftijd van het bestuursorgaan benoemd op voordracht van de aandeelhouders A.

De regelmatigheid van de bijeenroeping dient niet te worden gerechtvaardigd indien alle bestuurders aanwezig of regelmatig vertegenwoordigd zijn en zich akkoord verklaren met de agenda.

Vergaderingen van het bestuursorgaan kunnen geldig worden gehouden bij wijze van video- of telefoonconferentie of via elk telecommunicatiemiddel, onder meer mondeling of visueel, dat debatten tussen geografisch van elkaar verwijderde deelnemers mogelijk maakt. In dergelijk geval wordt de vergadering geacht te zijn gehouden op de zetel van de vennootschap indien tenminste één bestuurder fysiek aanwezig was op de zetel van de vennootschap. De notulen worden getekend per brief, fax, e-mail. Het origineel wordt nadien rondgezonden voor ondertekening.

#### ARTIKEL 21 - BERAADSLAGING

Het bestuursorgaan kan slechts geldig beraadslagen en beslissen wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn en minstens twee van de aanwezige of vertegenwoordigde leden bestuurders zijn die werden benoemd op voordracht van de aandeelhouders A. Indien deze aanwezigheidsvoorwaarde niet is vervuld, zal een nieuwe vergadering worden bijeengeroepen met dezelfde agenda die geldig zal beraadslagen en beslissen over de punten op de agenda. De uitnodiging tot deze tweede vergadering zal minstens twee volle dagen voor de vergadering worden verstuurd.

Deze tweede vergadering dient gehouden te worden ten vroegste de zevende dag en ten laatste de veertiende dag na de eerste vergadering en kan beslissen over de punten die voorkwamen op de agenda indien minstens twee van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, bestuurders zijn die werden benoemd op voordracht van de aandeelhouders A.

De besluiten van het bestuursorgaan worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Blanco en ongeldige stemmen worden niet bij de uitgebrachte stemmen geteld. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter, of in diens afwezigheid de stem van de ondervoorzitter, of in diens afwezigheid het oudste lid in leeftijd van het bestuursorgaan benoemd op voordracht van de aandeelhouders A, doorslaggevend.

Over punten die niet op de agenda worden vermeld, kan het bestuursorgaan slechts geldig beraadslagen met de instemming van het voltallige bestuursorgaan en voor zover alle bestuurders aanwezig of

vertegenwoordigd zijn.

Iedere bestuurder kan per brief, per fax, per elektronische post of op een andere schriftelijke wijze aan een andere bestuurder volmacht geven om hem op een vergadering van het bestuursorgaan te vertegenwoordigen. Niemand mag echter meer dan één bestuurder vertegenwoordigen.

Indien een bestuurder, rechtstreeks of onrechtstreeks, een belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of een verrichting die tot de bevoegdheid behoort van het bestuursorgaan, dient de bestuurder het bestuursorgaan hiervan te informeren voorafgaand aan de beraadslaging en besluitvorming over het betrokken agendapunt. De notulen maken melding van de redenen voor het belangenconflict van de betrokken bestuurder. De betrokken bestuurder kan niet aan de beraadslaging en stemming deelnemen.

#### ARTIKEL 22 - NOTULEN

De beraadslagingen en beslissingen van het bestuursorgaan, met inbegrip van deze genomen tijdens videoconferentie, telefoonconferentie of met unanieme schriftelijke besluitvorming, worden vastgelegd in notulen die door tenminste twee bestuurders worden ondertekend. Deze notulen worden in een speciaal register opgenomen. De volmachten worden aan de notulen gehecht.

De afschriften of uittreksels van deze notulen, in rechte of anderszins voor te leggen, worden door de voorzitter van het bestuursorgaan, of twee bestuurders ondertekend. Deze bevoegdheid kan worden opgedragen aan een lasthebber.

#### ARTIKEL 23 - BEVOEGDHEDEN VAN HET BESTUURSORGAAN

Het bestuursorgaan is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het voorwerp van de vennootschap, met uitzondering van die handelingen waarvoor volgens de statuten of de wet alleen de algemene vergadering bevoegd is.

Het bestuursorgaan kan aan een lasthebber, zelfs indien deze geen aandeelhouder of bestuurder is, het geheel of een gedeelte van zijn bevoegdheden voor bijzondere of bepaalde aangelegenheden opdragen.

#### ARTIKEL 24 - VERGOEDING

De opdracht van bestuurder is onbezoldigd. Wel kan een bezoldiging (met uitsluiting van een deelneming in de winst) worden toegekend voor bijzondere of permanente opdrachten waarmee bestuurders worden belast.

#### ARTIKEL 25 - VERTEGENWOORDIGING

De vennootschap wordt in al haar handelingen, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte, rechtsgeldig vertegenwoordigd door twee bestuurders, waarvan minstens één is benoemd op voordracht van de aandeelhouders A, die ten aanzien van derden geen bewijs van een voorafgaande beslissing of volmacht van het bestuursorgaan moeten leveren.

Bovendien is de vennootschap op geldige wijze vertegenwoordigd door bijzondere lasthebbers handelend binnen de grenzen van hun opdracht.

### TITEL V - ALGEMENE VERGADERING



## ARTIKEL 26 - SAMENSTELLING EN BEVOEGDHEDEN

De regelmatig samengestelde algemene vergadering vertegenwoordigt de algemeenheid van de aandeelhouders. De besluiten van de algemene vergadering zijn bindend voor alle aandeelhouders, zelfs voor de afwezigen of zij die tegenstemden. Ze bezit de bevoegdheden die de wet en deze statuten haar toekennen.

## ARTIKEL 27 - VERGADERINGEN

Ieder jaar wordt een algemene vergadering gehouden op de derde vrijdag van de maand juni, om 10 uur. Te allen tijde kan een bijzondere of buitengewone algemene vergadering worden bijeengeroepen telkens het belang van de vennootschap het vereist.

Op de agenda van de gewone algemene vergadering worden tenminste de volgende agendapunten geplaatst: de bespreking van het jaarverslag opgesteld door het bestuursorgaan en, in voorkomend geval, het verslag van de commissaris(sen), de bespreking en goedkeuring van de jaarrekening, de bestemming van de netto-winst, de kwijting aan de bestuurders en desgevallend de commissaris(sen), en in voorkomend geval, de benoeming van bestuurder(s) en commissaris(sen).

De gewone algemene vergadering zal worden gehouden op de zetel tenzij anders wordt beslist door het bestuursorgaan.

## ARTIKEL 28 - BIJEENROEPING

Het bestuursorgaan kan bij beslissing van gewone meerderheid de algemene vergadering bijeenroepen telkens hij het nuttig oordeelt. De voorzitter of de ondervoorzitter van het bestuursorgaan verricht de bijeenroeping.

De algemene vergadering moet worden bijeengeroepen telkens de aandeelhouders die samen één tiende van het totaal aantal uitgegeven aandelen vertegenwoordigen, dan wel de commissaris er om vragen. De algemene vergadering moet dan binnen drie weken na ontvangst van dergelijk verzoek door het bestuursorgaan worden bijeengeroepen.

De uitnodiging tot het bijwonen van de zitting van de algemene vergadering geschiedt met opgave van de agenda, ten minste dertig dagen vóór de geplande vergadering en wordt uitsluitend verricht per elektronisch bericht aan de aandeelhouders, die hun gegevens daartoe hebben bezorgd aan de vennootschap en middels publicatie op de website van de vennootschap. De aandeelhouders kunnen aan het bestuursorgaan vragen de uitnodiging per aangetekende brief te ontvangen.

Ten laatste vijftien dagen vóór de datum van de bijeenkomst mag iedere aandeelhouder vragen om bijkomende punten op de agenda in te schrijven. De aanvullende agenda en de documentatie hiermee verband houdend wordt binnen de acht dagen aan alle aandeelhouders toegezonden. Een kopie van de oproepingen wordt aan bestuurders en de eventuele commissaris(sen) gezonden.

De oproepingen gericht tot houders van effecten op naam worden geacht te zijn gedaan op de datum van verzending.

## ARTIKEL 29 - TOELATINGSVOORWAARDEN

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, moeten de aandeelhouders binnen de in de oproeping vermelde termijn aan het bestuursorgaan hun inzicht te kennen geven de algemene vergadering bij te wonen, indien het bestuursorgaan dit in de oproeping vereist.

## ARTIKEL 30 - VERTEGENWOORDIGING

Iedere aandeelhouder kan per brief, fax, elektronische post of op een andere schriftelijke wijze dat zijn handtekening draagt een volmacht geven om hem op de algemene vergadering te vertegenwoordigen.

De lasthebber moet geen aandeelhouder zijn. Een lasthebber mag niet meer dan één aandeelhouder van dezelfde soort of, in voorkomend geval dezelfde subsoort aandelen B, vertegenwoordigen.

Het bestuursorgaan mag in de oproeping de vorm van de volmachten bepalen en eisen dat zij op de in de oproeping aangeduide plaats en binnen de daarin gestelde termijn worden neergelegd.

#### ARTIKEL 31 - BUREAU

Iedere algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van het bestuursorgaan of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter of, bij diens afwezigheid, door de oudste aanwezige bestuurder voorgedragen door de aandeelhouders A. De voorzitter stelt de secretaris aan en duidt onder de aanwezige aandeelhouders twee stemopnemers aan. De voorzitter, de aanwezige bestuurders, de twee stemopnemers en de secretaris vormen het bureau van de vergadering.

Het bureau stelt voorafgaandelijk aan elke andere beslissing een aanwezigheidslijst op. Deze aanwezigheidslijst moet door iedere aanwezige aandeelhouder of lasthebber worden ondertekend met vermelding van het aantal aandelen, en in voorkomend geval de (sub)soort aandelen B, waartoe ze behoren, dat de aandeelhouder aanhoudt of vertegenwoordigt.

#### ARTIKEL 32 - VERDAGING

Het bestuursorgaan mag de beslissing met betrekking tot de goedkeuring van de jaarrekening, tijdens de zitting, tot drie weken verdagen.

Aan alle andere genomen besluiten wordt hierdoor geen afbreuk gedaan, behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering hieromtrent. De volgende algemene vergadering heeft het recht de jaarrekening definitief vast te stellen. De volmachten, neergelegd voor de eerste vergadering, blijven geldig voor de tweede vergadering voor de punten die op de agenda van de eerste vergadering stonden.

#### ARTIKEL 33 - AANTAL STEMMEN - UITOEFENING VAN HET STEMRECHT

Iedere aandeelhouder heeft zoveel stemmen als hij aandelen bezit. Nochtans mag het aantal door ieder geldig uitgebrachte stemmen, voor hem persoonlijk en als lasthebber, niet hoger liggen dan een tiende van het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. Aandeelhouders, wier uitoefening van het stemrecht is geschorst, mogen niet aan de stemming deelnemen.

#### ARTIKEL 34 - BERAADSLAGING EN STEMMING

Tenzij uitdrukkelijk anders is aangegeven in deze statuten of in de toepasselijke wettelijke bepalingen, is een beslissing van de algemene vergadering slechts geldig wanneer ze wordt aangenomen door de meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders.

Wanneer de algemene vergadering zich dient uit te spreken over een wijziging van de statuten of de ontbinding van de vennootschap is een besluit slechts geldig genomen wanneer het wordt aangenomen met een drie vierde meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders en met de helft plus één van de uitgebrachte stemmen van aandeelhouders A. Onthoudingen of ongeldig uitgebrachte stemmen worden niet in aanmerking genomen voor het berekenen van de vereiste meerderheid.

De algemene vergadering kan niet stemmen over punten die niet in de agenda zijn opgenomen, tenzij alle aandeelhouders op de algemene vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn (in het laatste geval, op voorwaarde dat de volmachten dit uitdrukkelijk vermelden) en met eenparigheid wordt besloten tot uitbreiding van de agenda.

Voor zover de mededeling van informatie niet van die aard is dat zij ernstig nadeel zou berokkenen aan de vennootschap, de aandeelhouders of het personeel van de vennootschap, geven de bestuurders antwoord op de vragen die de aandeelhouders stellen met betrekking tot hun verslag of tot de

agendapunten. De commissaris(sen) geeft / geven antwoord op de vragen die de aandeelhouders stellen met betrekking tot zijn / hun verslag.

Wanneer bij een benoeming tot bestuurder (of commissaris(sen)) geen enkele kandidaat de volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen behaalt, gaat men over tot een herstemming tussen de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Indien bij de herstemming het aantal stemmen gelijk is, is de oudste kandidaat in leeftijd verkozen.

De stemmingen gebeuren door handopsteken of bij naamafroeping, tenzij de algemene vergadering met eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen anders beslist.

#### ARTIKEL 35 - NOTULEN

De notulen van de algemene vergadering worden in een bijzonder register ingeschreven of ingevoegd en worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die er om vragen.

Afschriften en uittreksels worden ondertekend door één of meer vertegenwoordigingsbevoegde leden van het bestuursorgaan.

Elke aandeelhouder kan op de zetel van de vennootschap kennis nemen van de notulen.

### TITEL VI - JAARREKENING - WINSTVERDELING - CONTROLE

#### ARTIKEL 36 – JAARREKENING

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Op het einde van elk boekjaar maakt het bestuursorgaan een inventaris op met toepassing van de waarderingsregels die door het bestuursorgaan zijn vastgesteld. Nadat de rekeningen in overeenstemming zijn gebracht met de gegevens van de inventaris maken de bestuurders de jaarrekening op. Deze jaarrekening bestaat uit de balans, de resultatenrekening en de toelichting. Het bestuursorgaan stelt tevens, in zover zulks wettelijk is verplicht, een verslag op waarin hij rekenschap geeft van zijn beleid. Dat verslag bevat een commentaar op de jaarrekening waarbij een getrouw overzicht wordt gegeven van de gang van zaken en van de toestand van de vennootschap, evenals de andere elementen opgelegd door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Er worden afzonderlijke boeken gehouden en een afzonderlijke balans en een winst- en verliesrekening opgemaakt voor de opbrengsten die voortkomen uit de investering in, en de financiering van, elke Productiecentrale waarvoor het bestuursorgaan een afzonderlijke subsoort van aandelen B heeft ingericht. De algemene kosten die niet rechtstreeks ten laste kunnen worden gelegd van een bepaalde Productiecentrale worden omgeslagen over al de opbrengsten volgens een verdeelsleutel, jaarlijks te bepalen door het bestuursorgaan in functie van de relatieve belangrijkheid van de opbrengsten van elke Productiecentrale.

#### ARTIKEL 37 - GOEDKEURING VAN DE JAARREKENING

De gewone algemene vergadering hoort desgevallend het jaarverslag en het verslag van de commissaris(sen) en beslist over de goedkeuring van de jaarrekening zoals voorgesteld door het bestuursorgaan.

Na goedkeuring van de jaarrekening spreekt de algemene vergadering zich uit, bij afzonderlijke stemming, over de kwijting aan de bestuurders en, desgevallend de commissaris(sen). Deze kwijting is slechts geldig indien de jaarrekening noch weglatingen, noch valse vermeldingen bevat die de werkelijke toestand van de vennootschap verbergen, en, wat betreft handelingen strijdig met de statuten of met het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, slechts wanneer deze in het bijzonder in de oproeping werden aangeduid.

Het bestuursorgaan draagt er zorg voor dat de jaarrekening, desgevallend het jaarverslag en de overige

krachtens het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vereiste documenten, binnen dertig dagen na hun goedkeuring door de vergadering worden neergelegd bij de Nationale Bank van België.

#### ARTIKEL 38 - WINSTBESTEMMING EN -UITKERING

Op voorstel van het bestuursorgaan, kan de algemene vergadering zich uitspreken over de bestemming van het saldo van de nettowinst, waarbij onderstaande regels gerespecteerd worden:

1. Geen uitkering mag gebeuren indien het nettoactief van de vennootschap negatief is of ten gevolge daarvan negatief zou worden.
2. Tevens zal het bestuursorgaan van de vennootschap bij een uitkering nagaan of de vennootschap, volgens redelijkerwijs te verwachten ontwikkelingen, na deze uitkering haar schulden zal kunnen betalen die in de periode van ten minstens 12 maanden na de uitkering opeisbaar worden.

Binnen deze grenzen kan de algemene vergadering:

- Een eerste dividend uitkeren aan de aandeelhouders B, met dien verstande dat de aandelen B van elke subsoort uitsluitend recht hebben op een dividend dat wordt uitgekeerd uit de opbrengsten uit de Productiecentrale waarnaar de subsoort werd genoemd; de kosten die specifiek eigen zijn aan een bepaalde subsoort aandelen B of een bepaalde Productiecentrale, komen enkel in mindering op de opbrengsten bestemd voor de aandelen van deze subsoort aandelen B; de algemene kosten van de vennootschap worden gelijk verdeeld overeenkomstig de verdeelsleutel vastgelegd door het bestuursorgaan overeenkomstig artikel 36 van deze statuten;
- beslissen om na de betaling van het eerste dividend een beschikbare reserve te vormen;
- het eventueel daarna overblijvend saldo onder de vorm van een tweede dividend toekennen aan de aandeelhouders A.

Indien het batig saldo niet voldoende is om het eerste dividend waarvan hierboven sprake uit te keren, dan behouden de betrokken aandeelhouders in de daaropvolgende jaren hierop hun recht. De eventuele beschikbare reserves kunnen bij beslissing van de algemene vergadering onder de vorm van dividenden worden verdeeld onder de aandeelhouders.

Het dividend per aandeel mag in geen geval hoger zijn dan het bedrag dat is vastgesteld conform het Koninklijk Besluit van acht januari negentienhonderd tweeën zestig tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen voor de Nationale Raad voor de Coöperatie. Het bestuursorgaan zal dit bedrag elk jaar bekendmaken op de website van de vennootschap.

De eventuele toe te kennen *ristorno* mag aan de aandeelhouders alleen worden uitgekeerd naar rato van de verrichtingen die zij met de vennootschap hebben gedaan.

Niet geïnde dividenden verjaren ten gunste van de vennootschap door verloop van vijf jaar vanaf de datum van inbetalingstelling.

#### ARTIKEL 39 - BETALING VAN DIVIDENDEN

De betaling van de dividenden gebeurt op de wijze, het tijdstip en de plaats door het bestuursorgaan vastgesteld.

#### ARTIKEL 40 - CONTROLE

De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt aan één of meer commissarissen opgedragen. De commissarissen worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders, onder de

bedrijfsrevisoren, ingeschreven in het openbaar register van de bedrijfsrevisoren of onder de geregistreerde auditkantoren.

De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar. Op straf van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige reden door de algemene vergadering worden ontslagen.

Ten minste één maand voor de jaarvergadering overhandigt het bestuursorgaan de jaarrekening samen met het jaarverslag aan de commissaris. De commissaris vervult de controlewerkzaamheden en maakt het controleverslag op.

## **TITEL VII - ONTBINDING - VEREFFENING**

### **ARTIKEL 41 – ONTBINDING**

De vennootschap kan op elk moment worden ontbonden door beslissing van de algemene vergadering beslissende in de vormen vereist voor de statutenwijziging.

### **ARTIKEL 42- VEREFFENAARS**

In geval van ontbinding van de vennootschap, om welke reden of op welk tijdstip ook, geschiedt de vereffening door één of meer vereffenaar(s) benoemd door de algemene vergadering. De vereffenaar(s) treden/treedt slechts in functie na bevestiging van hun/zijn benoeming door de voorzitter van de ondernemingsrechtbank. Bij gebreke van benoeming van (een) vereffenaar(s), worden de leden van het bestuursorgaan als vereffenaars beschouwd ten aanzien van derden.

De vereffenaars vormen een college. Te dien einde beschikken/beschikt de vereffenaar(s) over de meest uitgebreide machten overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, behoudens beperkingen opgelegd door de algemene vergadering.

De vereffenaar(s) zijn/is gehouden de algemene vergadering bijeen te roepen binnen de drie weken telkens wanneer de aandeelhouders die één tiende van de in omloop zijnde aandelen vertegenwoordigen, het vragen en zij moeten binnen dezelfde termijn de algemene vergadering van obligatiehouders bijeenroepen wanneer obligatiehouders die één vijfde van het bedrag van de in omloop zijnde obligaties vertegenwoordigen, het vragen.

De algemene vergadering bepaalt de vergoeding van de vereffenaar(s).

### **ARTIKEL 43 - VERDELING**

Na betaling van de schulden, lasten en kosten van de vennootschap zal het saldo eerst worden aangewend voor de terugbetaling van de stortingen uitgevoerd voor de volstorting van de aandelen. Het saldo wordt gelijk verdeeld onder alle aandeelhouders naar verhouding van het aantal aandelen die zij bezitten.

Het bestuursorgaan en de vereffenaar(s) aangesteld door de algemene vergadering zullen over de bestemming van het saldo een voorstel doen aan de algemene vergadering, die zelf over de afsluiting van de vereffening zal beslissen. Het eventuele saldo van de vereffening dient te allen tijde aangewend worden rekening houdend met de doelstellingen van de vennootschap.

Vooraleer de vereffening wordt afgesloten leggen de vereffenaars het plan van verdeling van de activa onder de verschillende schuldeisers voor akkoord voor aan de ondernemingsrechtbank van het arrondissement waarbinnen de vennootschap haar zetel heeft.

Alle rechten en vorderingen van de gewezen aandeelhouders of hun rechthebbenden, aangaande hun maatschappelijke rechten of de vereffening van hun aandeel, vervallen door verloop van twee jaar na beëindiging van het lidmaatschap of door verloop van drie maanden na de sluiting van de vereffening, in geval van ontbinding van de vennootschap. Stuiting van de verjaring gebeurt bij aangetekend schrijven

gericht aan het bestuursorgaan.

## **TITEL VIII - ALGEMENE BEPALINGEN**

### **ARTIKEL 44 - WOONSTKEUZE**

Ieder in het buitenland gedomicilieerde bestuurder of vereffenaar doet gedurende de uitoefening van zijn mandaat woonstkeuze op de zetel van de vennootschap, waar alle meldingen, aanmaningen, dagvaardingen en betekeningen betreffende de zaken van de vennootschap en de verantwoordelijkheid voor zijn bestuur, geldig op zijn naam kunnen worden gedaan, met uitzondering van de oproepingen die worden verstuurd overeenkomstig deze statuten, en als hij geen andere woonplaats heeft gekozen in België voor alle betrekkingen met de vennootschap

De aandeelhouders zijn verplicht de vennootschap kennis te geven van elke verandering van woonplaats. Bij ontstentenis van kennisgeving worden zij geacht keuze van woonplaats te hebben gedaan op hun vroegere woonplaats.

### **ARTIKEL 45 – GESCHILLEN**

Alle geschillen die tussen de vennootschap, haar aandeelhouders, bestuurders, vereffenaars, en eventuele commissaris(sen) met betrekking tot de zaken van de vennootschap en de uitvoering van deze statuten mochten ontstaan zullen worden beslecht door de rechtbank van het gerechtelijk arrondissement waar zich de zetel van de vennootschap bevindt, tenzij de vennootschap er uitdrukkelijk aan verzaakt.

### **Artikel 46. GEMEEN RECHT**

De bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarvan niet geldig zou zijn afgeweken, worden geacht te zijn ingeschreven in huidige akte, en clausules die strijdig zijn met de dwingende bepalingen van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen worden geacht niet te zijn geschreven.